



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

28-07-2015

Agriculture française en détresse

Les coupables se cachent

Les éleveurs français se sont de nouveau mobilisés pour exiger une revalorisation des prix d'achat de leurs produits, prix qui se sont effondrés, de 13 % pour la viande bovine à 16 % pour la viande porcine depuis 2014. L'augmentation promise par les grandes surfaces n'a, sans surprise, été d'aucun effet. Etranglés entre ces tarifs dérisoires et l'augmentation des prix de revient, ils sont, massivement au bord de la faillite. Les disparitions d'exploitations accélèrent et pourraient concerner jusqu'à 50 000 fermes dans un avenir proche.

Le président Hollande appelait, dès le lendemain, les consommateurs à acheter plus de bœuf et du bœuf français labellisé pour sauver la filière, dédouanant naturellement les vautours de l'abattage et des grands surfaces.

Devant l'exaspération croissante des producteurs, le ministre Le Foll a une fois de plus répondu à côté de la question par un vague plan d'urgence fait exclusivement d'aides aux trésoreries des exploitants, nouveaux crédits, allègement de charges etc.

La profession attendait de ce gouvernement une décision urgente de fixation de prix minimum garantis, de limitation des importations de viande. Si prompt à jouer du 49-3 quand il s'agit de casser les droits des salariés, il ose là prétexter des obstacles législatifs.

L'entente signée vendredi 24 juillet entre le syndicat d'agriculteurs, les industriels de la transformation et la distribution s'est réalisée

uniquement sur le dos des petits cultivateurs de notre pays. Il faut savoir que le patron de la FNSEA, le syndicat majoritaire de l'agriculture est à la tête d'une multinationale de l'agro-alimentaire nommé Xavier BEULIN. Il y a une tension de plus en plus importante entre les fédérations départementales et la direction de ce syndicat. « Quand on est à la tête d'une multinationale de l'agro-alimentaire on ne peut défendre les paysans on en est plus un » a déclaré P.J. LAURENT un éleveur de la FNSEA du Rhône qui a interpellé jeudi 23 juillet le président BEULIN.

Le gouvernement socialiste et ses alliés, les autres partis au service du capital ; des Républicains au Front National, les dirigeants de la FNSEA poursuivent ensemble le même but : développer encore plus la « compétitivité » de notre agriculture. « Donnons-nous les moyens d'être plus performants. Il faut moderniser notre agriculture... ». « Nous payons la conséquence de notre incapacité à nous adapter » répète le patron de la FNSEA... Conclusion : il faut participer encore davantage à la concurrence entre grosses firmes agricoles capitalistes mondiales.

Tous ensemble ils poursuivent la politique agricole imposée par eux et l'UE : écrasement du coût du travail (des agriculteurs et des salariés de l'agro-alimentaire et de la grande distribution), recherche de la compétitivité maximale, financiarisation de toutes les activités économiques, suppression de toute régulation, tout encadrement, libre-concurrence sauvage. L'objectif est une extrême concentration des exploitations, une super-industrialisation pour réduire la main-d'œuvre pour augmenter les profits des investisseurs. Il faut tuer les petits et moyens paysans. Etre « compétitifs » pour eux, c'est cela !

Il n'y a aucune alternative dans ce système, c'est donc lui qu'il faut changer !

Il n'y a qu'une conclusion, celle-là même que nous tirions le 9 Juillet (voir n° 411) :

La terre doit revenir au peuple, ceux qui la travaillent doivent en vivre correctement, elle doit revenir à sa fonction première : nourrir les peuples. Les multinationales doivent devenir propriété collective, être nationalisées. C'est ce que propose Communistes.